

## RD Congo : la situation des réfugiés centrafricains préoccupe les Nations Unies

*Un plan d'action régional sera lancé le 16 avril. Principal enjeu : la collecte de plus de 70 millions de dollars pour répondre efficacement aux urgences humanitaires en faveur des 60 000 ressortissants de la RCA pour la plupart installés dans les provinces Orientale et l'Equateur après avoir subi ou échappé aux exactions des milices armées qui sévissent chez eux depuis plus d'un an.*

**Kinshasa, 14 avril 2014** – Le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour l'Afrique centrale, M. Abou Moussa, s'est dit extrêmement attentif aux préoccupations des autorités de la République démocratique du Congo (RDC), qui font face à l'arrivée massive des réfugiés centrafricains fuyant les violences dans leur pays. Il a exprimé ce sentiment de solidarité lors d'un entretien à Kinshasa lundi 14 avril avec le Vice-Premier ministre, ministre de la Défense nationale et des Anciens combattants, M. Alexandre Luba Ntambo, qui a révélé que la RDC compte actuellement environ 60 000 personnes contraintes de quitter la République Centrafricaine (RCA) pour demander la protection des autorités congolaises.

Ces citoyens vulnérables sont beaucoup plus concentrés dans les provinces Orientale et l'Equateur, où ils arrivent via 26 points d'entrées le long des 1577 kilomètres de frontière entre la RDC et la RCA. M. Abou Moussa a également fait le point de la situation avec le Ministre des Affaires étrangères, de la Coopération internationale et de la Francophonie, M. Raymond Tsibanda ainsi qu'avec celui en charge de l'Intérieur, de la Sécurité, de la Décentralisation et des Affaires coutumières, M. Richard Muyej Mangez. Les agences spécialisées des Nations Unies lui avaient aussi présenté un état des lieux et des besoins lors d'une réunion vendredi 11 avril.

Au terme de ces concertations, M. Abou Moussa a reconnu la nécessité de mobiliser davantage de moyens pour aider les agences onusiennes et les organisations non gouvernementales qui interviennent sur le terrain. Il estime que la même assistance devrait être accordée au gouvernement confronté à une conjoncture qui constitue un lourd fardeau sur le plan budgétaire. Il a fait un plaidoyer dans ce sens le 14 avril au cours d'une séance de travail avec le corps diplomatique présidée par le chef de la Mission de l'ONU pour la stabilisation en RDC (MONUSCO), M. Martin Kobler. Les Nations Unies ont annoncé qu'un plan d'action régional sera lancé le 16 avril. Pour la RDC, le principal enjeu sera de collecter plus de 70 millions de dollars pour répondre efficacement aux urgences humanitaires.

Au-delà de cette inquiétude et des problèmes socio-économiques occasionnés par la crise centrafricaine, son impact sécuritaire a dominé les échanges entre le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour l'Afrique centrale et ses interlocuteurs. M. Abou Moussa a encouragé le gouvernement congolais non seulement pour les efforts qu'il déploie dans le cadre de la Mission internationale de soutien à la Centrafrique sous conduite africaine (MISCA) mais aussi pour empêcher que les milices armées, et en particulier les « anti-balaka », pénètrent dans son territoire pour commettre des exactions sur les réfugiés, notamment ceux de confession musulmane.

Par ailleurs, comme au Tchad, au Cameroun et au Congo où il s'était rendu avant la dernière étape de sa visite (RDC) dans les pays affectés par les violences en RCA, M. Abou Moussa a lancé un appel à un retour rapide de la paix et de la sécurité en République Centrafricaine. Il a expliqué que cette exigence est primordiale pour inciter les Centrafricains qui le souhaitent à mettre fin à leur exil en revenant au bercail.

M. Abou Moussa, qui est aussi chef du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale (UNOCA), était accompagné par les représentants de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC), du Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en RCA (BINUCA) et du Centre des Nations Unies pour les droits de l'Homme et la démocratie en Afrique centrale (CNUDHD-AC). La délégation quitte Kinshasa mardi 15 avril.